

**CONSULTATION PUBLIQUE DE L'AUTORITÉ DE  
RÉGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES  
ET DES POSTES RELATIVE  
A L'ANALYSE DU MARCHÉ DE GROS DE LA TERMINAISON  
D'APPEL **SMS** SUR LES RÉSEAUX MOBILES**

**RÉPONSE DU GROUPE FRANCE TELECOM ORANGE**

**16 JUILLET 2010**

**VERSION PUBLIQUE**

Le groupe France Télécom Orange considère que les marchés de la Terminaison d'Appel SMS (TA SMS) ne doivent pas faire l'objet d'une régulation ex-ante, pour les raisons suivantes :

- les marchés de détail sont en forte croissance en particulier du fait d'offres d'abondance de plus en plus attractives pour le consommateur, ce qui témoigne d'une forte intensité concurrentielle tant en ce qui concerne les SMS interpersonnels, que les « SMS Push » ;
- le marché de la TA SMS ne satisfait aucun des trois critères justifiant une régulation ex-ante :
  - La régulation ex-post est particulièrement adaptée pour régler les éventuelles imperfections des offres d'interconnexion, ou les incohérences entre niveau des TA SMS et marché de détail ;
  - Le niveau de la TA SMS n'emporte pas de distorsion de concurrence car toutes les offres du marché de détail de la téléphonie mobile engendrent pratiquement autant de trafic SMS sortant que de trafic entrant, leur équilibre économique est donc très peu sensible au niveau de la TA SMS. Les benchmarks montrent d'ailleurs que le développement des usages SMS n'est en rien corrélé au niveau de la TA SMS ;
  - Les éventuelles barrières à l'entrée sont provisoires, notamment du fait du fort développement des smartphones et des offres nouvelles de messagerie qui se développent sur ces terminaux pour un usage similaire aux SMS.

Cette régulation, et a fortiori le renforcement de cette régulation, est d'autant moins justifiée que :

- les opérateurs négocient des baisses régulières des niveaux des TA SMS. L'Autorité a pu à cet égard constater que des accords d'évolution des niveaux de TA SMS ont été trouvés en métropole et qu'Orange a fait des propositions de baisses de niveau symétriques sur les zones Antilles-Guyane, Réunion et Mayotte ;
- la proportion de smartphones dans le parc de terminaux est en forte croissance [SDA]. Or il est possible pour un tiers d'émettre des messages courts à destination d'un terminal connecté sur le réseau mobile sans passer par l'opérateur ou un « agrégateur » de SMS. **Orange estime que cette substitution est réelle, notamment vis-à-vis des SMS Push, et s'accroîtra fortement dans la période couverte par la présente analyse.**

Concernant le marché du SMS Push :

- Orange estime que ce marché est distinct du marché du SMS interpersonnel, et ne doit donc pas être soumis aux mêmes contraintes réglementaires ;
- Orange rappelle qu'elle est à l'écoute des agrégateurs, qu'elle a déjà fait évoluer ses offres spécifiquement pour ces derniers et que ce processus d'évolution se poursuivra bien évidemment. En l'occurrence, la nouvelle offre proposée par Orange aux agrégateurs a été largement souscrite ;
- Orange s'étonne de la mise en avant de risques d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles de la part d'opérateurs verticalement intégrés, consistant à offrir directement à des éditeurs, des services qui ne seraient pas répliquables par des agrégateurs. Orange n'a pas connaissance de telles pratiques et constate à l'inverse une augmentation très forte de la part de SMS push engendrée via ces acteurs ;
- Orange pense que le marché gagnerait en efficacité et en réactivité si l'Arcep organisait régulièrement des multilatérales permettant aux différents acteurs de s'exprimer pour trouver des solutions équilibrées et pragmatiques à des problématiques se posant de façon générale sur le marché. Cette démarche

devrait être largement suffisante pour le bon fonctionnement du marché, sans qu'il soit nécessaire en supplément d'imposer un cadre réglementaire inutilement contraignant ;

- Orange souligne qu'une éventuelle obligation d'interconnexion avec des SMS-C d'acteurs n'étant pas eux-mêmes opérateurs mobiles grand public (et donc n'ayant pas à subir directement les effets du spam pour les consommateurs), conduirait à devoir mettre en place des mesures de déontologie draconiennes et des mécanismes de filtrage permettant de protéger ses clients. Une telle obligation pourrait donc conduire à une dégradation de la fluidité du marché des SMS et à un ralentissement de sa croissance.

En ce qui concerne les territoires ultramarins :

- Sur les zones Réunion et Mayotte, Orange constate que le marché des SMS est en très fort développement et estime que le problème prioritaire sur la zone porte sur l'analyse du comportement de l'opérateur dominant SRR et de certaines de ses offres de détail particulièrement agressives, et que l'évolution du niveau de la TA SMS ne réduira en rien cette agressivité car l'impact des TA sur l'économie des offres d'abondance SMS est totalement marginal ;
- Orange estime en outre que le marché de Mayotte devrait être traité distinctement de celui de la Réunion, du fait de l'éloignement géographique de ces territoires, des différences macro-économiques et des différences importantes sur le marché de la téléphonie mobiles ;
- Sur la zone Antilles-Guyane, Orange constate également le fort développement du trafic SMS et partage l'avis de l'Autorité qu'une asymétrie de TA serait totalement injustifiée.

En tout état de cause, si l'Autorité confirmait son intention de mettre en œuvre une régulation ex ante pour le marché de la Terminaison d'Appels SMS, il est important que :

- La totalité des opérateurs mobiles présents sur le marché durant la période de l'analyse soient considérés comme exerçant une influence significative et soumis aux mêmes obligations ;
- Ces obligations soient proportionnées. A cet égard, France Télécom Orange s'étonne de l'ajout par rapport au cadre réglementaire précédent d'une obligation de publication d'une offre de référence qui ne s'appliquerait qu'à Orange France, SFR et Bouygues Télécom, alors que la publication des principaux tarifs paraît largement suffisante.

Enfin Orange rappelle que le marché du SMS a jusqu'ici été relativement préservé des problématiques de spam à la différence de ce qui existe sur le marché de l'e-mail, tout en bénéficiant de baisses de tarifs substantielles, grâce aux nombreux efforts des opérateurs et des pouvoirs publics ont pour analyser finement et gérer les dérives dans un contexte non régulé.

**Orange tient à afficher sa très grande préoccupation à l'égard d'une régulation – non motivée d'un point de vu concurrentiel – qui augmenterait significativement le risque de spam**, notamment si le niveau tarifaire de la terminaison d'appel devenait excessivement bas ou si l'obligation était imposée de s'interconnecter à des SMS-C d'acteurs n'étant pas eux-mêmes opérateurs grand public sur le territoire national. A cet égard, le plafond tarifaire de 1 centime d'euro

mentionné dans le projet de décision qui serait applicable à la fin de la période couverte par la présente analyse, ne semble pas suffisamment élevé.

Orange attire l'attention de l'Autorité sur le fait que pour un consommateur, un SMS non sollicité est beaucoup plus intrusif et difficilement supportable qu'un mail non sollicité et que cela in fine pourrait porter préjudice à l'ensemble des opérateurs et agrégateurs qui seraient jugés responsables à tort d'une telle situation par les consommateurs. Le fort développement du marché du SMS et son intensité concurrentielle enlèvent toute justification à une telle prise de risque.